

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE

E/CN.4/SR.166
1er mai 1950

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT SOIXANTE-SIXIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le lundi 24 avril 1950, à 11 heures 15.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international relatif aux droits de l'homme
(Annexes I et II du rapport de la Commission des droits de l'homme
sur sa cinquième session, document E/1371) (suite) :
 - Article 13, paragraphe 5 (E/CN.4/365, E/CN.4/441, E/CN.4/445,
E/CN.4/448, E/CN.4/L.4) (suite);
 - Article 17, paragraphe 3 (E/CN.4/365, E/CN.4/424, E/CN.4/433/Rev.2,
E/CN.4/434, E/CN.4/438/Rev.1) (suite).

PRESENTS

<u>Président :</u>	M. TCHANG	Chine
<u>Membres :</u>	M. WHITLAM	Australie
	M. NISOT	Belgique
	M. VALENZUELA	Chili
	M. SORENSON	Danemark
	M. RAMALAN	Egypte
	M. CASSIN	France
	M. KYROU	Grèce
	Mme METTA	Inde
	M. MALK	Liban
	M. MENDEZ	Philippines
	Mlle BOWIE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	M. SIMSARIAN	Etats-Unis d'Amérique
	M. ORIDE	Uruguay
	M. JEVREMOVIC	Yougoslavie

Egalement présente :

Mme GOLDMAN	Commission de la condition de la femme
-------------	---

Représentants d'organisations non gouvernementales :

Catégorie A :

Mlle SENDER	Confédération internationale de syndicats libres (CISL)
-------------	--

Catégorie B :

Mme NOLDE	Comité des Eglises pour les affaires internationales
M. MOSKOWITZ	Conseil consultatif d'organisations juives
M. CRUICKSHANK	Conseil interaméricain du commerce et de la production
Mlle TOMLINSON	Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
M. BEER	Ligue internationale des droits de l'homme
Mlle DINGMAN	Union internationale de protection de l'enfance
M. GROSSMAN	Congrès juif mondial
Mme ARNOLD	Association mondiale des jeunes femmes chrétiennes

Secrétariat :

M. SCHEWELB	Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme
M. LIN MOUSHENG	} Secrétaires de la Commission
M. DAS	

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME (ANNEXES I ET II DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR SA CINQUIEME SESSION, DOCUMENT E/1371) (suite)

Article 13, paragraphe 5 (E/CN.4/365, E/CN.4/441, E/CN.4/445, E/CN.4/448, E/CN.4/L.4) (suite)

1. Le PRESIDENT adresse des paroles de bienvenue à M. Cassin, représentant de la France, qui n'avait pas encore participé aux travaux de la Commission au cours de sa présente session.

2. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) approuve de façon générale le texte proposé par les Etats-Unis pour le paragraphe 5 (E/CN.4/441), mais elle craint que les mots "les mineurs délinquants" puissent être interprétés comme signifiant que les mineurs en question sont, en fait, coupables. Pour parer à cette difficulté, elle propose le texte qui figure au document E/CN.4/445.

3. M. KYROU (Grèce) appuie la proposition du Royaume-Uni et rappelle que le paragraphe 1 de l'article 13 mentionne déjà le cas des mineurs.

4. Mme MEHTA (Inde) est d'accord avec la représentante du Royaume-Uni. A son avis, l'article 13 dans son ensemble a trait à la procédure qui doit assurer à toute personne le droit d'être entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial. Les dispositions relatives aux mineurs pourraient, par conséquent, faire l'objet d'un article distinct.

5. M. CASSIN (France) remercie le Président des paroles qu'il a prononcées à son égard. Il rappelle son dévouement à la Commission et déclare que son absence jusqu'à présent a été involontaire.

6. En ce qui concerne l'article 13, le représentant de la France est disposé à appuyer le texte proposé par les Etats-Unis qui se rapproche beaucoup du texte de la France (E/CN.4/365). Il est d'accord avec Mlle Bowie pour estimer qu'il vaut mieux éviter d'employer le mot "délinquant" qui implique que l'enfant est reconnu coupable. Le texte français dit "accusé".

7. En ce qui concerne l'objection de la représentante de l'Inde, M. Cassin fait observer que les garanties spéciales pour les mineurs sont bien à leur place à l'article 13 où la Commission vise à préciser les garanties dont jouissent tous les accusés en général. Si l'on ne parlait pas des mineurs à l'article 13, on serait amené à envisager plus tard l'adoption d'un texte spécial en ce qui les concerne et M. Cassin croit que ce serait là une erreur.

9. M. RAMADAN (Egypte) demande à la représentante du Royaume-Uni si le mot "réhabilitation" en anglais correspond à "rééducation", car "réhabilitation", en français, a un sens tout à fait différent.

10. M. MENDEZ (Philippines) n'est pas très satisfait de l'emploi du mot "contamination" dans le texte anglais de l'amendement du Royaume-Uni.

11. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) explique que, à son avis, les enfants en instance de jugement ne devraient pas être mis dans les mêmes prisons que des criminels maintes fois condamnés et endurcis, mais placés, au contraire, dans des maisons spéciales.

12. Elle précise que le mot anglais "réhabilitation" est l'équivalent du mot français "rééducation". Elle déclare enfin qu'elle a rédigé son texte de façon que, sauf pour les tout derniers mots, il ne traite que de la procédure.

13. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) appuie l'insertion, dans l'article 13, d'un texte destiné à protéger les mineurs. Il est aussi d'avis qu'il ne faut pas parler de "délinquants" à propos de mineurs.

14. Le représentant de la Yougoslavie fait observer qu'en droit pénal le mot français "réhabilitation" a un sens spécial (c'est l'action qui fait disparaître toute trace d'un jugement); il préfère "rééducation".

15. M. Jevremovic préférerait le texte proposé par la France (E/CN.4/365). Il pense, toutefois, que le mot "enfants" a un sens trop étroit et il demande au représentant de la France de le remplacer par le mot "mineurs".

16. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) est disposé à accepter le texte du Royaume-Uni. Il préfère "réhabilitation" à "rééducation", car le premier de ces termes a un sens beaucoup plus large et englobe le second. Il estime aussi que le sens du mot "contamination", en anglais, est couvert par "réhabilitation" et qu'on peut, par conséquent, se dispenser du premier.

17. En même temps, le représentant des Etats-Unis suggère que les représentants de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis se réunissent avant la prochaine séance de la Commission et préparent un texte commun.

18. Mme MEHTA (Inde) rappelle que l'amendement de la France a déjà été discuté et rejeté du fait qu'il a une portée moins grande que les textes des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Elle propose le texte suivant :

"Les enfants accusés d'un acte délictueux bénéficieront d'un traitement particulier tenant compte de leur âge" (E/CN.5/448).

19. M. MENDEZ (Philippines) fait observer qu'il faut distinguer deux problèmes : celui du traitement accordé aux mineurs avant et pendant leur jugement, et celui de leur rééducation. Il propose de préciser qu'on doit assurer le bien-être physique et moral des mineurs accusés d'un acte délictueux et envisager le problème de leur rééducation.

20. M. WHITLAM (Australie) reconnaît qu'il convient de supprimer le mot "contamination" du texte anglais proposé par le Royaume-Uni. Il est disposé à accepter le texte proposé par l'Inde, mais il suggère d'y ajouter les mots "et du fait qu'il est souhaitable de favoriser sa rééducation" (traduction provisoire). En effet, le processus de rééducation a son origine dans les décisions mêmes du tribunal.

21. M. Whitlam appuie la suggestion du représentant des Etats-Unis visant l'élaboration d'un texte commun.

22. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) appuie également la suggestion du représentant des Etats-Unis et propose en outre que la représentante de l'Inde fasse partie du groupe qui cherchera à établir un texte sur lequel l'accord pourra se réaliser.

23. M. CASSIN (France) appuie également la suggestion du représentant des Etats-Unis. Il est sensible à la demande formulée par le représentant de la Yougoslavie et il est disposé à y faire droit. A son avis, toutefois, il faut éviter que le mot employé soit trop impératif car, dans beaucoup de pays, les mineurs ayant presque l'âge de la majorité sont traités comme des adultes.

24. M. WHITLAM (Australie) estime lui aussi que la Commission doit se préoccuper plus particulièrement du sort des enfants.

25. Le PRESIDENT, parlant en tant que représentant de la Chine, fait observer que "mineurs" figure déjà au paragraphe 1 et qu'il peut donc être indiqué de l'employer à nouveau. Il propose à la Commission d'adopter la suggestion du représentant des Etats-Unis d'Amérique, étant entendu que la prochaine séance de la Commission commencera à 15 heures au lieu de 14 heures 30.

Il en est ainsi décidé.

Article 17, paragraphe 3 (E/CN.4/365, E/CN.4/424, E/CN.4/433/Rev.2, E/CN.4/434, E/CN.4/438/Rev.1) (suite)

26. Le PRESIDENT rappelle que la Commission n'a pas encore adopté de texte définitif pour le paragraphe 2 de l'article 17, devenu paragraphe 3 par suite de la division du paragraphe 1.

26. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) rappelle qu'une très longue discussion a eu lieu au sujet des mots "dans l'intérêt de" (E/CN.4/333/Rev.2). Elle pense que l'idée de protection se trouve déjà dans le texte et elle propose de passer au vote.
27. M. MALIK (Liban) rappelle que le représentant de l'Australie avait fait une proposition et il se demande s'il s'agissait là d'une proposition formelle ou d'une simple suggestion.
28. M. CASSIN (France) estime qu'il n'y a pas de redondance en français si on adopte les mots "sauvegarde de la sécurité nationale" (E/CN.4/438/Rev.1). C'est, de loin, la meilleure expression.
29. M. WHITLAM (Australie) fait observer que l'article 17 traite de limitation à un droit. Leur degré est indiqué par le mot "nécessaires" qui précède et la proposition de l'Australie vise à remplacer "dans l'intérêt de" par "pour".
30. M. Whitlam estime que la Commission pourrait laisser au Comité du style le soin de trancher cette question en veillant à ce que les textes anglais et français aient exactement le même sens. Si, par contre, la Commission insiste pour régler cette question, le représentant de l'Australie maintiendra sa proposition.
31. M. CASSIN (France) ne s'oppose pas à la suggestion de l'Australie en ce qui concerne le Comité du style. Il rappelle toutefois qu'il ne faut pas oublier les différences de fond : le mot "sauvegarde" est le plus libéral et indique que les limitations ne sont introduites que pour défendre l'intérêt public. Par contre les mots "dans l'intérêt de" ont un sens actif et pourraient justifier des limitations abusives.
32. M. MALIK (Liban) estime aussi qu'il y a une différence de fond entre les deux textes et propose de trancher la question par un vote avant de renvoyer la rédaction définitive au Comité du style.
33. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle à la Commission que l'idée de "protection" se retrouve dans les articles 16, 17, 18 et 19 et que dans leur proposition initiale, les Etats-Unis avaient proposé les mots "dans l'intérêt de", expression à laquelle il propose de revenir, n'ayant pas, toutefois, d'objection pour les mots "pour la sauvegarde" proposés dans l'amendement français.

24. M. MENDEZ (Philippines) préférerait voir remplacer la formule "nécessaires pour la sauvegarde de la sécurité nationale, etc." par les mots "qu'exigent la sécurité nationale, etc.".

25. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) accepte la proposition de la France malgré la possibilité d'une légère redondance dans les termes.

26. Le PRESIDENT déclare qu'étant donné que tous les membres de la Commission semblent d'accord sur l'amendement de la France, il est inutile de mettre celui-ci aux voix.

Il en est ainsi décidé.

27. M. MALIK (Liban) suggère de remplacer, dans le texte anglais, les mots "of other persons" par le mot "others".

28. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que, à la suite de l'adoption de l'amendement de la France, il y a lieu de supprimer les mots "pour la sauvegarde de" qui sont répétés à la fin du paragraphe. D'autre part, dans le texte anglais, le mot "reputation" devrait être mis au pluriel.

Ces modifications sont adoptées.

29. Le PRESIDENT invite ensuite les membres de la Commission à examiner l'amendement du Royaume-Uni tendant à remplacer les mots "de l'ordre public" par les mots "de la prévention du désordre ou du crime" (E/CN.4/440).

30. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) explique que l'amendement du Royaume-Uni vise tout simplement à réduire autant que possible les restrictions à la liberté de l'information prévues au paragraphe 2. La délégation du Royaume-Uni estime en effet que la notion d'ordre public est beaucoup trop vague et permettrait aux Gouvernements d'apporter des restrictions injustifiées à la liberté d'information.

31. M. CASSIN (France) déclare que c'est précisément pour obvier aux objections de la représentante du Royaume-Uni que la délégation française a proposé de compléter et de préciser la notion d'ordre public en ajoutant les mots "dans une société démocratique" (E/CN.4/438/Rev.1).

32. M. Cassin ne saurait accepter de remplacer la notion d'ordre public, qui est une notion bien connue dans la plupart des pays, par celle de "désordre", qui ne répond à aucun concept juridique. De plus, l'expression "ordre public dans une société démocratique" figure dans l'article 29 de la Déclaration universelle des

droits de l'homme, où elle a été introduite à la suite de longues discussions au cours desquelles on a fait valoir la nécessité de déterminer le sens des mots "ordre public" de manière à empêcher toute interprétation abusive.

43. M. SIMSARIAN (Etats-Unis d'Amérique) demande d'abord que la proposition du Royaume-Uni fasse l'objet de deux votes distincts, l'un portant sur les mots "de la prévention du désordre", l'autre sur les mots "ou du crime".

44. La délégation des Etats-Unis comprend les arguments avancés par le Royaume-Uni en faveur de son amendement, mais elle est néanmoins en faveur du maintien de l'expression "ordre public" qui est consacrée par l'usage et qui figure tant dans l'article 29 de la Déclaration universelle que dans les articles 16, 17, 18 et 19 du pacte lui-même. Pour ces raisons, elle votera contre cette partie de la proposition du Royaume-Uni.

45. La délégation des Etats-Unis a des objections plus importantes encore à formuler contre l'insertion des mots "ou du crime". Cette expression n'a aucun sens strictement juridique, et ces mots ouvriraient une brèche importante dans le système de protection de la liberté de l'information prévu par le pacte et donneraient lieu à tous les abus. C'est la raison pour laquelle il votera contre l'insertion de ces mots.

46. Enfin, la délégation des Etats-Unis ne saurait appuyer l'amendement de la France, malgré toute la sympathie qu'elle a pour cet amendement, car, de même que l'amendement du Royaume-Uni, il peut prêter à une interprétation abusive. Les mots "société démocratique" figurent, certes, dans la Déclaration universelle, mais le pacte est un instrument juridique qui devrait être rédigé de manière aussi concise et précise que possible. Or le mot "démocratie" n'est pas partout interprété de la même manière : l'on sait que deux systèmes de gouvernement entièrement différents se réclament également des principes de la démocratie. C'est la raison pour laquelle la Commission a rejeté, à sa précédente session, une proposition d'amendement analogue à l'article 18 et c'est pour la même raison que la délégation des Etats-Unis votera contre l'amendement actuel de la France.

47. Répondant au IR.SID.12, M. BHATT (Inde) confirme que sa délégation n'a pas retiré son amendement (A/CN.4/424) et qu'elle le présentera au moment opportun.

10. M. MALIK (Liban) reconnaît, comme le représentant de la France, que la notion d'ordre public est bien connue dans plusieurs législations; elle l'est, notamment, dans celle du Liban. Cela dit, M. Malik se déclare frappé par les arguments présentés par la représentante du Royaume-Uni dont la proposition réduit dans toute la mesure du possible les restrictions à la liberté de l'information. C'est pourquoi, bien que la législation et la jurisprudence libanaises connaissent la notion d'ordre public, M. Malik votera pour la première partie de l'amendement du Royaume-Uni, dans l'intérêt même des libertés que le représentant de la France tient à sauvegarder. Toutefois, se rendant aux arguments du représentant des Etats-Unis, M. Malik votera contre la deuxième partie de cet amendement, c'est-à-dire contre les mots "ou du crime".

11. En ce qui concerne l'amendement de la France tendant à ajouter les mots "dans une société démocratique", M. Malik juge, comme le représentant des Etats-Unis, qu'il serait très dangereux, à un tournant critique de l'histoire, d'employer une expression qui, plus que toute autre, peut donner lieu à des interprétations divergentes.

12. Enfin, pour ce qui est des amendements de l'Egypte (E/CN.4/434) et de l'Inde (E/CN.4/424), le représentant du Liban ne saurait ne pas les envisager avec une sympathie toute particulière en raison des informations tendancieuses qui sont publiées contre certains pays de l'Orient et du Moyen-Orient.

13. M. NISOT (Belgique) souligne que la notion d'ordre public est connue de la plupart des tribunaux du monde, y compris de ceux du Royaume-Uni, et que son application est nettement délimitée par les jurisprudences. Il y aurait un grand risque à substituer, à cette notion juridique précise, des termes plus vagues, incompatibles avec la teneur d'un texte aussi fondamental que le pacte qui est en voie d'élaboration. La délégation de la Belgique votera donc contre l'amendement proposé par le Royaume-Uni.

14. Par contre, elle donnera son appui à l'amendement de la France, parce qu'elle l'estime nécessaire et aussi parce qu'elle indiquera de cette manière dans quel esprit elle entend voir interpréter l'article 17.

15. M. VALENZUELA (Chili) estime lui aussi que l'on ne saurait remplacer le concept d'ordre public par celui de "désordre", car il s'agit de deux idées tout à fait différentes. Il y a une grande unité de conception sur la notion

d'ordre public, bien que la doctrine allemande soit différente de la doctrine française. La délégation du Chili donnera tout son appui à l'amendement de la France. Il est utile, en effet, de définir, pour la première fois et sur le plan international, la notion quelque peu abstraite de l'ordre public. En effet, en adoptant cet amendement, on stipulera de façon positive dans le pacte que toute loi, toute mesure qui serait de nature à menacer l'équilibre d'une société démocratique serait contraire à la lettre et à l'esprit du pacte. Le représentant du Chili ne croit pas qu'il faille avoir peur d'utiliser le terme "démocratique", dont l'interprétation repose sur la Charte de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.

M. ORIBE (Uruguay) s'associe entièrement aux paroles du représentant du Chili et déclare que, pour les mêmes raisons que ce dernier, il votera pour l'amendement de la France et contre celui du Royaume-Uni.

M. MENDEZ (Philippines) indique à son tour que la notion d'ordre public dépasse celle, plus étroite, de la sécurité publique, que vise exclusivement l'amendement du Royaume-Uni.

Il fait observer, d'autre part, que l'amendement de la France introduit des considérations d'ordre politique que la délégation des Philippines préférerait, pour sa part, voir écarter du texte à l'étude. M. Mendez suggère de remplacer l'expression "société démocratique" par quelque formule plus large, telle que "société libre" par exemple.

M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) rappelle qu'au cours de la séance précédente, il a donné de nombreux exemples pour illustrer les abus auxquels pourrait prêter l'adoption de l'amendement du Royaume-Uni.

Il reconnaît que le terme "démocratique" est susceptible de donner lieu à des interprétations diverses; mais il ne pense pas que l'expression "ordre public" - qui peut désigner les ordres les plus divers, y compris l'ordre fasciste - gagnerait en précision à ne pas être qualifiée. Si la Commission entend par là l'ordre public tel qu'il règne dans une société démocratique, elle ne doit pas craindre de le dire et d'indiquer qu'elle entend par "société démocratique" une société régie par les principes de la Charte, qui sont le fondement de la démocratie.

L'amendement de la délégation française ne satisfait cependant pas entièrement la délégation de la Yougoslavie. L'ordre, la sécurité publique, même précisés dans le sens suggéré par la délégation de la France, n'en restent pas moins des expressions trop vagues qui pourraient servir à justifier bien des restrictions à la liberté de l'information. Or, le but essentiel de l'Organisation des Nations Unies est de maintenir la paix et d'assurer des relations harmonieuses entre les peuples. A ce point de vue, l'article 17 revêt sans aucun doute une importance particulière, étant donné l'influence de la presse dans le monde. Il ne faut pas oublier que la liberté de l'information, plus que toute autre, est susceptible d'être exploitée; mal employée, elle peut jouer à l'encontre même du but essentiel de la Charte, c'est-à-dire du maintien de la paix. M. Jevremovic tient à attirer à nouveau l'attention de la Commission sur la grave lacune que comporte l'article 17 à cet égard et sur la nécessité d'adopter une disposition qui préciserait que les libertés énoncées seront limitées dans la mesure où elles mettent en danger la paix et la sécurité collectives ainsi que la réalisation des buts fondamentaux de la Charte.

M. CASSIN (France) se permet d'insister auprès de la représentante du Royaume-Uni pour qu'elle comprenne l'imprudence qu'il y aurait à adopter le texte restrictif qu'elle propose. Il fait observer qu'il peut y avoir des cas où le droit pénal, les crimes, les émeutes, ne sont pas en jeu, mais où l'ordre public n'en est pas moins menacé et où il peut être nécessaire de restreindre la liberté de l'information. C'est ainsi que l'ordre monétaire - que vise le paragraphe additionnel que propose la délégation du Royaume-Uni elle-même - rentre dans le cadre de l'ordre public. Si la Commission se rallie à l'interprétation que la France donne à l'expression "ordre public", elle n'aurait pas besoin de retenir ce paragraphe additionnel, car le cas qu'il vise serait prévu à l'article 17.

Revenant ensuite à l'amendement que présente la délégation de la France, M. Cassin insiste à nouveau sur le fait que le pacte doit s'inspirer de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le pacte peut la compléter en la précisant, mais il ne saurait en aucun cas y porter atteinte. Or, c'est ce qu'il ferait si l'on ne retenait pas l'expression "dans une société démocratique" qui figure dans la Déclaration.

D'autre part, l'amendement de la France présente encore cette utilité qu'il répond à des questions de détail, du genre de celles que soulève l'amendement de la délégation de l'Egypte. M. Cassin estime que des dispositions de détail n'ont pas place dans un instrument de caractère aussi général que le pacte relatif aux droits de l'homme; elles figureront dans la convention qui sera spécialement consacrée à la liberté de l'information.

Enfin, M. Cassin reconnaît qu'il est quelque peu troublé par les observations du représentant de la Yougoslavie. Cependant, il pense que l'amendement de la France devrait donner tous apaisements à ce représentant; on ne peut douter que, dans une société réellement démocratique, l'état de paix soit indispensable à la sécurité nationale et tout ce qui menace la paix ne peut être considéré que comme allant à l'encontre de l'ordre public.

La séance est levée à 13 heures.